

En Hongrie, sale temps pour la recherche publique

RECHERCHE Le gouvernement prévoit le démantèlement de l'Académie des sciences

- Le pouvoir politique hongrois opère une reprise en main de la recherche publique.
- La tendance de fond, c'est une attaque contre les « Humanités ».

BUDAPEST

DE NOTRE CORRESPONDANT

L'Académie hongroise des sciences est un bien national. Défendons-la ensemble ! » Tel est le mot d'ordre que se sont choisis les salariés de cette vénérable institution pour protester demain à Budapest contre son démantèlement. Réunis au sein du « Forum des travailleurs de l'Académie » (ADF), ils s'élèvent contre « une énième attaque (du gouvernement) à l'endroit des libertés académiques » et « la fin de l'indépendance de la recherche scientifique en Hongrie ».

Les laboratoires en sciences dures seraient placés sous l'autorité d'une société publique

L'objet de leur mobilisation : une réforme portée par le ministre à l'Innovation et à la Technologie, László Palkovics, prévoyant le redéploiement de la quinzaine de centres de recherche de l'Académie vers des organismes directement contrôlés par l'État. « Il s'agit de casser l'une des dernières institutions indépendantes, témoigne un chercheur qui préfère ne pas être identifié. Le contexte est poli-

tique, pas scientifique : de même que le pouvoir a pris d'assaut la Cour constitutionnelle, le parquet, puis maintenant les tribunaux, il s'attaque désormais à l'Académie. »

Fondée en 1825, l'Académie des sciences est le principal organisme scientifique hongrois, employant plus de 5.000 personnes. Son président, László Lovász – pourtant réputé proche du pouvoir –, s'était ému en juillet dernier de la captation de 70 % de son budget par le ministère afin de financer la recherche publique sur la base de projets, dans le cadre d'appels d'offres. Dans une entrevue parue en juin dans *HVG*, il redoutait déjà que cette reprise en main affecte en premier lieu la recherche fondamentale.

« László Palkovics a comme idée fixe que la science doit être utile à l'industrie avec comme seul mantra l'innovation, commente notre membre de l'Académie. Si la recherche fondamentale est inutile à ses yeux, ne parlons même pas des sciences sociales qui, dès qu'elles sont "appliquées", se transforment en instruments critiques du pouvoir. » Le site d'information Index a dévoilé vendredi un document visé par le ministre dans lequel il précise ses intentions à certains directeurs de laboratoire. Les laboratoires en sciences dures seraient placés sous l'autorité d'une société publique dont 75 % des administrateurs seraient nommés par le gouvernement. Quant aux labo-

ratoires en sciences sociales, le flou artistique qui règne sur les intentions du gouvernement inquiète plus qu'il ne rassure.

Car la tendance de fond depuis le retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010, c'est une attaque à bas bruit contre les « Humanités ». La mise sous cloche des archives du philosophe marxiste Georg Lukács en 2015 ou encore la fermeture en septembre 2018 d'un cursus d'études de genre à l'Université Loránd Eötvös (Elte) avaient déjà ému les mondes universitaires hongrois et européen. Le déménagement

programmé de l'Université d'Europe centrale (CEU) et de ses laboratoires d'excellence à Vienne suite à une loi votée au printemps 2017 n'avait fait que renforcer leurs inquiétudes.

« C'est dingue l'énergie qu'ils mettent à diviser l'intelligentsia », pointe un doctorant de l'Académie pour qui la réforme en cours cherche à mettre au pas un milieu réputé progressiste. Car derrière la politique de Viktor Orbán se cache une doctrine : le *Kulturkampf*, théorisé l'été dernier comme une offensive idéologique contre les derniers bastions « libéraux » du pays. La construction patiente de centres de recherche parallèles à l'Académie sur des thèmes comme la politique économique « illibérale » du gouvernement ou encore l'identité hongroise, s'inscrit aussi dans ce cadre.

« Cette soi-disant réforme ne vise pas à améliorer la recherche en Hongrie, qui répondait par-

faitement aux critères de l'excellence scientifique européenne », réagit de son côté Clara Royer, ancienne directrice du Centre français de recherche en sciences sociales de Prague. L'universitaire, spécialiste de littérature hongroise, rappelle que l'Académie devra rapidement se prononcer sur le projet du gouvernement. « Mais il est probable qu'elle courbe l'échine », déplore-t-elle. ■

LUDOVIC LEPELTIER-KUTASI

DIPLOMATIE

Pompeo met en garde la Hongrie sur ses liens avec Moscou

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a appelé lundi la Hongrie à ne pas laisser Moscou « creuser des divisions » entre Occidentaux, alors que ce pays membre de l'Otan est jugé de plus en plus perméable aux intérêts russes et chinois. « Les Russes et les Chinois ont fini par obtenir plus d'influence ici, or ils ne partagent en rien les idéaux américains qui nous tiennent tant à cœur », a-t-il déclaré à la presse avant un rendez-vous avec le Premier ministre Viktor Orbán, au premier jour d'une mini-tournée en Europe centrale (lire en page 12). Washington s'inquiète du tropisme oriental de la diplomatie hongroise, très active depuis quelques années dans le développement de ses relations politiques et économiques avec Moscou et Pékin. (afp.)